

# Rwanda : Rukara tente de revivre

**Retour dans cette localité ravagée par les massacres. Les camions de ravitaillement sillonnent de nouveau les routes. Un instituteur témoigne.**

De notre envoyé spécial au Rwanda.

**R**UKARA. Lors de mon premier passage dans cette localité, j'avais découvert un spectacle d'horreur : entre 700 et 800 cadavres gisant sur la place ou empilés dans l'église et les bâtiments adjacents. Que faire des centaines de cadavres qui pourrissent au soleil ? Les enterrer ou les brûler pour éviter l'épidémie ? Je viens d'effectuer un deuxième passage à Rukara. Il reste des centaines de cadavres à même le sol. La plupart des blessés graves ont été évacués progressivement vers l'hôpital voisin de Gahini.

Les combattants du Front patriotique rwandais (FPR) accrochent les commandos de miliciens qui sortent la nuit de la forêt de l'Akagera où ils se cachent le jour. Le reste du temps est consacré à tenter de rétablir une vie « normale » dans cette région menacée de nouveaux maux, dont le moindre n'est pas la famine. J'ai pu vérifier qu'ils sont en passe de réussir ce pari. La première fois, j'avais effectué le parcours sur une route désespérément vide. Il faut désormais redoubler de prudence pour éviter les nombreux camions chargés de ravitaillement divers.

De très nombreux réfugiés affluent dans cette localité à la recherche de sécurité. Ils ont appris que la région avait été libérée par le FPR. Ils ont leurs blessures à panser et leur survie à assurer. Une longue piste descend vers le lac voisin. Toute la journée, elle est arpentée par deux rangées d'enfants et d'adolescents, marchand avec un ou deux bidons de plastique vides.



A Rukara, un charnier parmi tant d'autres.

Ils remontent avec leurs récipients pleins d'une eau qu'il faudra faire bouillir pour la rendre consommable. Et la noria dure aussi longtemps que le soleil est visible.

Enfin, quelques survivants qui avaient pu se cacher avant

la venue des massacreurs, et qui n'ont pas pris la fuite par la suite, osent parler. J'en ai rencontré un : Augustin Munyaneza, instituteur. Voici son témoignage :

« Je suis de cette commune, nous dit Augustin. Dans la région, les massacres ont éclaté dès le 7 avril, sitôt l'annonce de la mort du général Habyarimana. Les tueurs ont commencé par Murambi et, beaucoup plus au nord, par Byumba. Et puis c'est arrivé jusqu'ici, dans notre paroisse de Rukara.

« Ils venaient de la colline Kawangire, limitrophe de celle de Murambi. Et ils sont montés sur la paroisse. Des habitants d'autres communes avaient fui

jusqu'à chez nous, dans l'espoir d'y trouver la sécurité.

« Il y avait les miliciens armés de lances, machettes, épées et bâtons cloutés. Avec eux, des gendarmes portant fusils et grenades. Ce sont les gendarmes et le bourgmestre qui ont organisé le massacre des innocents.

« La tuerie a commencé le 9 avril. Elle a duré trois jours. Ils ont assassiné tous ceux qui n'étaient pas dans la mouvance présidentielle. Nous sommes quelques-uns à avoir eu le temps de nous cacher à temps. J'ai passé une quinzaine de jours dans la brousse.

« Pour nous, le danger, c'était la faim. Surtout au bout de trois ou quatre jours. Ils

avaient monté des embuscades pour attraper ceux qui sortaient pour se ravitailler. Et les tuer sitôt pris.

« Ils avaient aussi posté des gens pour surveiller les maisons jugées susceptibles d'accueillir des fuyards. Si, chez un Hutu, on trouvait un Tutsi qui se cache, les deux maisons étaient brûlées : celle du cachant et celle du caché.

« Ils ont fui lorsque les forces du FPR se sont approchées. Nous entendions les coups de feu de plus en plus nettement, c'est-à-dire notre libération et notre vie sauve. Les tueurs n'ont pas eu le temps d'achever les massacres. »

JEAN CHATAIN



Augustin Munyaneza, instituteur à Rukara, rescapé des massacres.

## L'ONU pour l'embargo sur les armes

**L**E Conseil de sécurité de l'ONU a donné dans la nuit de lundi à mardi à New York son accord de principe à un renforcement — dans la limite de 5.500 militaires — de la Mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR). Les Etats-Unis avaient soumis des amendements de dernière minute qui auraient contraint le Conseil de sécurité à prendre une nouvelle décision pour chaque phase du déploiement, ce qui n'est pas le cas pour les autres opérations de maintien de la paix. Washington y a finalement renoncé mais la résolution parle tout de même de « réexamen » en cas de nécessité.

Les ambassadeurs de Nouvelle-Zélande et du Nigeria, Colin Keating et Ibrahim Gam-

bari, ont critiqué la position américaine qui a retardé le vote de la résolution. « Nous ne sommes pas entièrement satisfaits de la manière dont les questions africaines qui viennent devant ce Conseil tendent à être traitées », a dit Ibrahim Gambari.

Dans une résolution adoptée après neuf heures de consultations, les membres du Conseil de sécurité ont aussi décrété un embargo sur les armes à destination du Rwanda. Le gouvernement de ce pays qui siège au Conseil a voté contre cette clause, ce qui n'a pas empêché l'adoption de l'ensemble du texte.

Dans leur mission, les casques bleus ne seront autorisés à faire usage de leurs armes que

pour se défendre. Mais le Conseil indique que l'action peut être nécessaire contre ceux qui « menacent les sites protégés et les populations, les personnels de l'ONU et des (associations) humanitaires ». Le Conseil demande en outre un rapport d'enquête sur les atrocités commises.

On ignore quand les premiers casques bleus, des Ghanéens, pourront arriver au Rwanda, où les affrontements ont fait, selon des organisations humanitaires, près d'un demi-million de morts. Les Ghanéens, qui doivent recevoir des véhicules blindés, ne devraient pas être sur place avant au moins une semaine ou deux, ont déclaré des responsables de l'ONU.